

ne vaut-il pas mieux pour nous succomber en affirmant nos droits plutôt que de nous traîner comme une ombre de gouvernement sans autorité et sans force. Les lords ont abusé de leur pouvoir constitutionnel. En leur assignant leur propre place, comme nous nous le proposons, nous déterminerons la position de la Chambre haute d'après la constitution. Rappelez-vous que nous sommes acculés à cette lutte par les circonstances et parce que nous sommes arrivés au point culminant d'une série d'attaques contre les droits et les libertés de la Chambre des communes. Le temps des compromis, de la temporisation, des démonstrations verbales est passé. Nous devons faire comprendre aux lords que, si nous sommes parfaitement disposés à légiférer avec la délibération convenable et à reconnaître la juste valeur de leurs représentations, le peuple anglais doit cependant rester maître de sa propre Chambre."

Dans ce même discours le premier ministre a admis que son gouvernement est profondément désappointé du double échec qu'il a subi en essayant vainement de faire passer son bill d'éducation et son bill irlandais. Le cabinet libéral joue vraiment de malheur. Arrivé au pouvoir avec une formidable majorité, il semble depuis ce temps frappé d'impuissance. Ses mesures les plus importantes échouent, et moins de deux ans après son triomphe électoral, des symptômes de décadence, de discorde et de désintégration se manifestent dans son parti. Les non conformistes menacent de l'abandonner; le groupe ouvrier murmure contre la pusillanimité de ses réformes; les nationalistes lui déclarent la guerre. Et pendant ce temps l'opposition gagne des élections partielles et prédit la chute prochaine de ce ministère si puissant il y a vingt mois. Sans doute les réjouissances conservatrices sont prématurées, et M. Balfour est vraisemblablement encore loin du pouvoir. Mais les affaires du cabinet Bannerman vont certainement mal et son prestige est en baisse.

\* \* \*

Durant les dernières semaines les événements ont pris en Russie une toute autre tournure que ne le faisaient présager les relations meilleures du gouvernement avec la Douma. La situa-